



Navigating Peace

www.wilsoncenter.org/water

L'EAU PEUT ÊTRE UN CHEMIN VERS LA PAIX, ET NON VERS LA GUERRE

Par Aaron T. Wolf, Annika Kramer, Alexander Carius et Geoffrey D. Dabelko

Des guerres de l'eau se préparent ! » annoncent les titres des journaux. Il est évident que les rivalités autour de l'eau sont source de différends depuis que les humains ont commencé à cultiver leur nourriture. Même notre langue exprime ces racines anciennes : « rivalité » vient du latin *rivalis*, signifiant « celui qui utilise la même rivière qu'un autre ». Les pays ou les provinces bordés par le même fleuve (appelés « riverains ») sont souvent rivaux quant à l'eau qu'ils partagent. Plus le nombre de bassins fluviaux internationaux (et l'impact de la pénurie d'eau) grandit, plus les alertes sur l'éventualité que ces pays en viennent aux armes pour assurer leur accès à l'eau deviennent fréquentes. En 1995, par exemple, le Vice-président de la Banque mondiale Ismail Serageldin affirmait : « les guerres du siècle prochain auront pour thème l'eau ».

Ces alertes apocalyptiques sont en contradiction avec l'histoire : aucun pays n'a déclaré de guerre spécifiquement pour des ressources en eau depuis des milliers d'années. Les différends internationaux sur l'eau, même entre fervents ennemis, sont résolus pacifiquement, même si ces conflits s'ajoutent à d'autres problèmes. En fait, les cas de coopération entre les pays riverains sont plus nombreux que les conflits : plus de deux contre un entre 1945 et 1999. Pourquoi ? Parce que l'eau est si importante que les pays ne peuvent pas se permettre de se battre pour elle. Au lieu de cela, l'eau développe une plus grande interdépendance. En s'alliant pour gérer conjointement leurs ressources partagées en eau, les pays peuvent construire une relation de confiance et éviter les conflits. L'eau peut également être un outil de négociation : elle peut représenter une bouée de sauvetage pour la communication entre les pays en pleine crise. Par conséquent, en parlant de « guerres de l'eau », les défaitistes ignorent une façon prometteuse d'éviter la guerre : la gestion coopérative des ressources en eau.

Évidemment, les gens se disputent, parfois violemment, pour l'eau. Dans un pays, les utilisateurs (agriculteurs, barrages de centrale électrique, utilisateurs récréatifs, écologistes) sont souvent en conflit et la probabilité de trouver une solution acceptable pour tous diminue au fur et à mesure que le nombre de parties intéressées augmente. L'eau n'est jamais l'unique, et rarement la principale, cause de conflit. Mais elle peut aggraver des tensions existantes. L'histoire regorge d'exemples de conflits violents à propos de l'eau : au tout début du vingtième siècle, des agriculteurs californiens ont détruit les aqueducs transportant l'eau de la Vallée d'Owens à Los Angeles ; en 2000, des agriculteurs chinois du Shandong se sont heurtés à la police pour protester contre les projets du gouvernement de détourner l'eau d'irrigation vers les villes et les industries. Mais ces conflits éclatent généralement à



L'initiative Navigating Peace du programme Environmental Change and Security Program (ECSP), soutenue par la fondation Carnegie Corporation of New York et dirigée par Geoffrey Dabelko, directeur de l'ECSP, cherche à créer une nouvelle réflexion concernant les problèmes mondiaux à propos de l'eau dans trois domaines :

- le développement des opportunités de projets liés à l'eau et à l'assainissement à petite échelle ;
- l'analyse du potentiel de l'eau à stimuler aussi bien les conflits que la coopération ; et
- la création d'un dialogue et d'une coopération entre les États-Unis et la Chine en tirant des leçons des cas de résolution de conflits à propos de l'eau.

e c s p



Nombre de pays partageant un bassin fluvial

NOMBRE DE PAYS	BASSINS INTERNATIONAUX
3	Asi (Orontes), Awash, Cavally, Cestos, Chiloango, Dnieper, Dniester, Drin, Ebro, Essequibo, Gambia, Garonne, Gash, Geba, Har Us Nur, Hari (Harirud), Helmand, Hondo, Ili (Kunes He), Incomati, Irrawaddy, Juba-Shibeli, Kemi, Lake Prespa, Lake Titicaca-Poopo System, Lempa, Maputo, Maritsa, Maroni, Moa, Neretva, Ntem, Ob, Oueme, Pasvik, Red (Song Hong), Rhone, Ruvuma, Salween, Schelde, Seine, St. John, Sulak, Torne (Tornealven), Tumen, Umbeluzi, Vardar, Volga, and Zapaleri
4	Amur, Daugava, Elbe, Indus, Komoe, Lake Turkana, Limpopo, Lotagipi Swamp, Narva, Oder (Odra), Ogooue, Okavango, Orange, Po, Pu-Lun-T'o, Senegal, and Struma
5	La Plata, Neman, and Vistula (Wista)
6	Aral Sea, Ganges-Brahmaputra-Meghna, Jordan, Kura-Araks, Mekong, Tarim, Tigris and Euphrates (Shatt al Arab), and Volta
8	Amazon and Lake Chad
9	Rhine and Zambezi
10	Nile
11	Congo and Niger
17	Danube

Note : extrait de « *International River Basins of the World* » par Aaron T. Wolf et al., 1999, *International Journal of Water Resources Development* 15(4), 387-427. Adapté avec la permission de l'auteur.

l'intérieur des pays. Pour les fleuves internationaux, c'est une toute autre histoire.

Les 263 bassins fluviaux internationaux du monde couvrent 45,3 % de la surface terrestre, regroupent près de 40 % de la population mondiale et représentent environ 60 % du débit fluvial total. Ce nombre est en augmentation, principalement à cause de l'« internationalisation » des bassins à cause de changements politiques, tels que la chute de l'Union soviétique, et d'une technologie de cartographie améliorée. Une partie du territoire de 145 pays se trouve dans ces bassins interna-

tionaux et 33 pays y sont situés presque entièrement. 17 pays au total se partagent un même bassin fluvial : celui du Danube.

Contrairement aux idées reçues, la pratique montre que cette interdépendance ne mène pas à la guerre. Des chercheurs de l'Oregon State University ont créé une base de données de toutes les interactions rapportées (conflit ou coopération) entre deux pays ou plus et provoquées par l'eau au cours des 50 dernières années (voir tableau). Les résultats indiquent que le taux de coopération dépasse de manière écrasante les cas de conflit grave.

Pendant ces 50 dernières années, seuls 37 différends ont impliqué le recours à la violence, dont 30 entre Israël et l'un de ses voisins. En dehors du Moyen-Orient, les chercheurs n'ont recensé que 5 conflits violents tandis que 157 traités ont été négociés et signés. La totalité des événements en rapport avec l'eau entre les pays montre une préférence pour la coopération : les 1228 événements de coopération triomphent sur les 507 événements de conflit. Malgré les paroles enflammées des politiciens, destinées plus souvent à leurs électeurs qu'à leurs ennemis, la plupart des actions prises par rapport à l'eau sont modérées. Parmi tous les événements, 62 % sont verbaux et plus des deux tiers d'entre eux ne sont pas des déclarations officielles.

Autrement dit, l'eau mène plus souvent à la paix qu'à un conflit dans les bassins fluviaux internationaux du monde. La coopération internationale par rapport à l'eau est riche d'une histoire longue et efficace ; certains des ennemis les plus irréconciliables du monde ont négocié des accords sur l'eau. Les institutions qu'ils ont créées résistent, même lorsque les relations sont tendues. Par exemple, le Comité du Mékong, créé par le Cambodge, le Laos, la Thaïlande et le Viet Nam en 1957, a échangé des données et des informations sur le bassin fluvial tout au long de la Guerre du Viet Nam.

À partir de 1953, Israël et la Jordanie ont tenu des réunions secrètes informelles au sujet de la gestion du Jourdain, même si les deux pays étaient officiellement en guerre de 1948 à 1994, date de signature du traité de paix. La Commission du Fleuve Indus a survécu à deux guerres importantes entre l'Inde et le Pakistan. En outre, les 10 pays riverains du bassin du Nil sont actuellement en cours de négociations d'état afin de coopérer au développement du bassin fluvial, malgré les batailles verbales dans les médias. Les riverains endureront ces négociations difficiles et prolongées pour garantir l'accès à cette ressource essentielle et les avantages économiques et sociaux qui en découlent.

Les pays d'Afrique australe ont signé un grand nombre d'accords sur les bassins fluviaux alors que la région était impliquée dans une série de guerres dans les années 1970 et 1980, y compris l'apartheid en Afrique du Sud et des guerres civiles au Mozambique et en Angola. Ces négociations complexes représentaient de rares moments de coopération pacifique. Maintenant que la

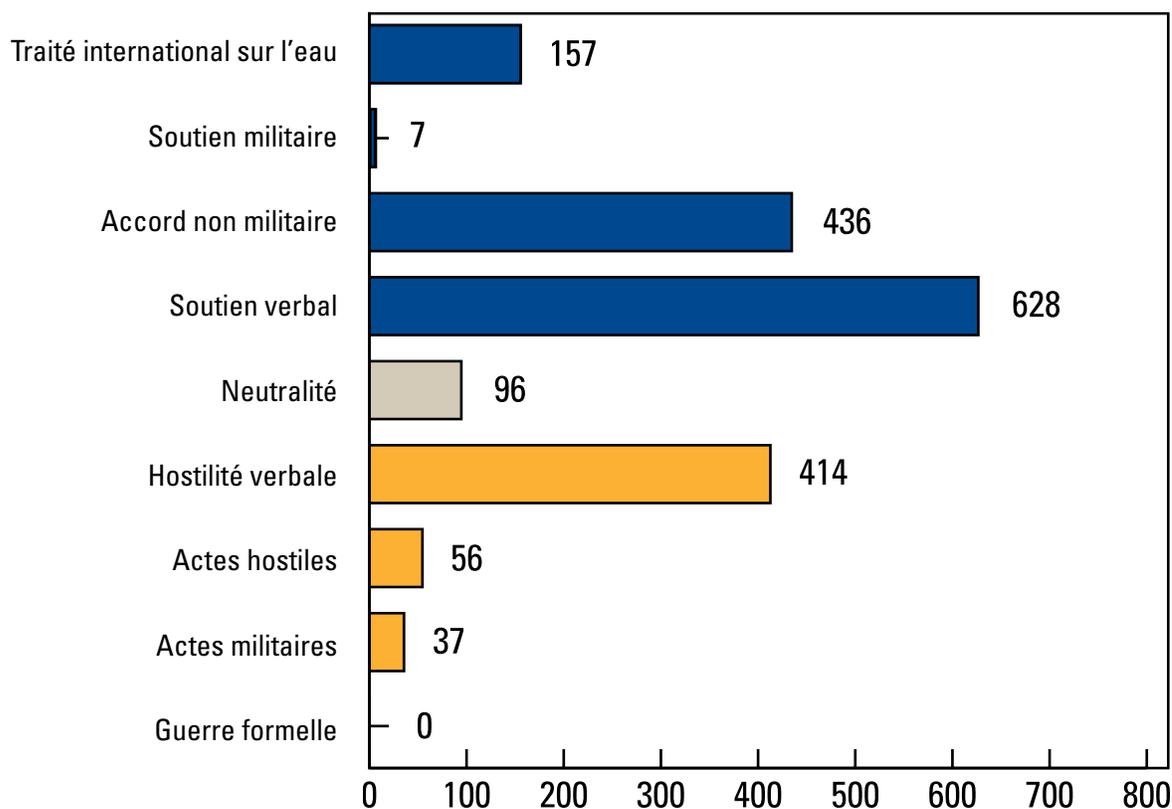
plupart des guerres et la période de l'apartheid sont terminées, la gestion de l'eau constitue l'un des fondements de la coopération dans la région, donnant naissance aux premiers protocoles signés au sein de la Communauté de développement d'Afrique australe (Southern African Development Community - SADC).

Aujourd'hui plus que jamais, le temps est venu d'arrêter de proférer des menaces de « guerres de l'eau » et d'adopter une stratégie dynamique de rétablissement de la paix en matière d'eau. Pourquoi ?

- Les alertes de « guerres de l'eau » forcent les militaires et d'autres groupes de sécurité à prendre le contrôle des négociations et font obstruction à l'intervention des partenaires de développement tels que les organismes d'aide et les institutions financières internationales.
- La gestion de l'eau représente une possibilité de mener un dialogue pacifique entre les pays, même lorsque des combattants luttent pour d'autres raisons.
- La gestion de l'eau permet de tisser des liens entre les pays, dont certains ont très peu d'expérience en matière de négociation, tels que les pays de l'ancienne Union soviétique.
- La coopération au sujet de l'eau forge les liens entre les personnes et entre les experts, comme le montrent les projets transfrontières d'eau et d'assainissement menés par « Les Amis de la Terre Moyen-Orient » en Israël, en Jordanie et en Palestine.
- Une stratégie de rétablissement de la paix en matière d'eau peut créer des identités régionales partagées et institutionnaliser la coopération sur des sujets plus importants que l'eau. À ce titre, la formation de la SADC en Afrique australe après l'abolition de l'apartheid est un bon exemple.

Une bonne gouvernance (l'absence de corruption) est la condition de base pour qu'un accord réussisse. Évidemment, l'argent joue aussi un rôle important. Mais une bonne gouvernance et de l'argent ne suffisent pas.

1,831 interactions à propos de l'eau entre deux pays ou plus dans les bassins transfrontières, 1946-1999



Note : les données sont extraites de « *International Waters: Identifying Basins at Risk* » d'Aaron Wolf, Shira Yoffe et Marc Giordano, 2003, *Water Policy* 5(1), 31-62. Adapté avec la permission de l'auteur.

De nombreuses initiatives politiques pourraient aider les artisans de la paix à utiliser l'eau pour rétablir la paix :

1. **Identifier et utiliser des facilitateurs plus expérimentés perçus comme parfaitement neutres.** La contribution réussie de la Banque mondiale pour faciliter l'Initiative du bassin du Nil démontre qu'ils ont des compétences qui valent la peine d'être utilisées dans d'autres bassins.
2. **Vouloir soutenir un processus long qui ne produira pas de résultats rapides et facilement mesurables.** L'engagement de la Suède depuis 20

ans auprès de la région des Grands Lacs d'Afrique est un modèle à suivre. Les cycles de projets typiques, souvent régis par des gouvernements ou des tendances politiques changeants, ne sont pas assez longs.

3. **Veiller à ce que les riverains dirigent le processus eux-mêmes.** Les pays riverains ont besoin d'investisseurs et de facilitateurs qui ne dominent pas le processus et ne s'attribuent pas toute la gloire. Renforcer les compétences de négociation des riverains les moins puissants peut aider à éviter les différends, tout comme renforcer la capacité des groupes exclus, marginalisés ou plus faibles à exprimer leurs intérêts.

4. **Renforcer la gestion des ressources en eau.** Le renforcement des capacités (à générer et analyser des données, à développer des plans durables de gestion de l'eau, à utiliser des techniques de résolution des conflits ou à encourager la participation des parties intéressées) devrait cibler les institutions de gestion de l'eau, les organisations non-gouvernementales locales, les associations d'utilisateurs d'eau et les groupes religieux.
5. **Tenir compte aussi bien des avantages des négociations de haut niveau à huis-clos que des avantages de la participation de toutes les parties intéressées (ONG, agriculteurs, groupes autochtones) tout au long du processus.** Pour éviter des conflits graves, il est nécessaire d'informer ou de consulter explicitement les parties intéressées avant de prendre des décisions de gestion. Sans une telle participation publique régulière et approfondie, les parties intéressées pourraient rejeter d'emblée les projets.

La gestion de l'eau implique, par définition, la gestion des conflits. En raison du savoir-faire du 21^{ème} siècle (modélisation dynamique, détection à distance, systèmes d'informations géographiques, dessalement, biotechnologie ou gestion de la demande) et des toutes nouvelles préoccupations liées à la mondialisation et à la privatisation, le centre des différends à propos de l'eau se situe

toujours au delà de l'ouverture d'un barrage de dérivation ou d'ordures flottant en aval. Manifestement, rien ne garantit que le futur ressemblera au passé ; l'eau et les conflits vivent des changements lents mais constants. Une quantité sans précédent de personnes n'a pas accès à un approvisionnement sûr et stable en eau. Deux à cinq millions de personnes meurent chaque année d'une maladie liée à l'eau. Les sources d'eau utilisées deviennent moins traditionnelles : les aquifères fossiles profonds et la récupération des eaux usées, par exemple. Les conflits deviennent eux aussi moins traditionnels ; ils sont de plus en plus générés par des pressions internes ou locales ou, de manière plus modérée, par la pauvreté et l'instabilité. Ces changements laissent penser que les différends de demain à propos de l'eau seront très différents de ceux d'aujourd'hui.

Peut importe ce que le futur nous réserve, nous n'avons pas besoin de conflit violent pour prouver que l'eau est une question de vie ou de mort. L'eau, ressource internationale, indispensable et sensible, peut servir de fondement à l'établissement d'un climat de confiance et de point de départ potentiel vers la paix. De plus amples recherches permettraient d'identifier exactement de quelle façon l'eau peut contribuer au mieux à la coopération. Ainsi, la gestion coopérative des ressources en eau pourrait être utilisée plus efficacement pour régler les conflits et soutenir une paix durable entre les pays.

BIOGRAPHIES

Aaron T. Wolf est professeur de géographie au Département de Géosciences de l'Oregon State University et directeur du projet « Transboundary Freshwater Dispute Database » (base de données sur les différends transfrontières à propos de l'eau douce). **Annika Kramer** est chargée de recherche et **Alexander Carius** est directeur de l'institut Adelphi Research à Berlin. **Geoffrey D. Dabelko** est le directeur du programme Environmental Change and Security Program au centre Woodrow Wilson International Center for Scholars à Washington, D.C.



Environmental Change & Security Program

Le programme **Environmental Change & Security Program** (ECSP) promeut le dialogue sur les relations entre les dynamiques écologique, sanitaire et démographique et leurs liens avec les conflits, l'insécurité humaine et la politique extérieure. L'ECSP se concentre sur quatre thèmes fondamentaux :

- la population, la santé et l'environnement ;
- l'environnement et la sécurité ;
- l'eau ; et
- les défis écologiques et énergétiques en Chine.

Pour s'abonner à la liste de diffusion de l'ECSP, veuillez contacter ecsp@wilsoncenter.org

Éditeur : Meaghan Parker

Production et conception : Jeremy Swanston

Traducteur : Marie Lestennet et Catherine Dauby

Photographie : Dead Sea © Avner Vengosh

Initialement publié en anglais en juillet 2006.

ENVIRONMENTAL CHANGE AND SECURITY PROGRAM

Woodrow Wilson International Center for Scholars
One Woodrow Wilson Plaza
1300 Pennsylvania Avenue, NW
Washington, D.C. 20004-3027

Tel: 202-691-4000

Fax: 202-691-4001

ecsp@wilsoncenter.org

www.wilsoncenter.org/ecsp

WOODROW WILSON INTERNATIONAL CENTER FOR SCHOLARS

Lee H. Hamilton, President and Director

BOARD OF TRUSTEES

Joseph B. Gildenhorn, Chair

David A. Metzner, Vice Chair

PUBLIC MEMBERS: James H. Billington, Librarian of Congress; Allen Weinstein, Archivist of the United States; Bruce Cole, Chair, National Endowment for the Humanities; Michael O. Leavitt, Secretary, U.S. Department of Health and Human Services; Condoleezza Rice, Secretary, U.S. Department of State; Lawrence M. Small, Secretary, Smithsonian Institution; Margaret Spellings, Secretary, U.S. Department of Education. Designated Appointee of the President from Within the Federal Government: Tamala L. Longaberger. **PRIVATE CITIZEN MEMBERS:** Carol Cartwright, Robin B. Cook, Donald E. Garcia, Bruce S. Gelb, Sander R. Gerber, Charles L. Glazer, Ignacio Sanchez

Ce rapport a été rendu possible grâce au soutien généreux de la fondation Carnegie Corporation of New York. Le centre Woodrow Wilson International Center for Scholars est responsable des contenus ; les opinions exprimées dans ce rapport ne sont pas nécessairement celles des employés, membres, administrateurs, comités consultatifs du centre ou de tout autre individu ou programme apportant son aide au centre.

Source : Worldwatch institute, www.worldwatch.org, *State of the World 2005*.